

# 28 JUIN, JOURNÉE DE MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE À L'APPEL DE LA CGT, FO, UNEF, UNL, FIDL... (P. 3)

Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing  
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 11 06) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

## Convergence pour les services publics VILLAGE DES SERVICES PUBLICS

**SAMEDI 23 JUIN À PARTIR DE 12H  
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE / PARIS**



En convergence avec la coordination nationale des hôpitaux et maternité de proximité

**12h Pique-nique citoyen**

**13h Conférence de presse**

**14h Ouverture du village des services publics en musique avec la chorale de Paris / Expressions citoyennes**

**15h Deux Scénettes sur l'hôpital public et la sécurité sociale**

**16h Prise de parole et musique**



### Agenda du PCF

**20 juin 19 h :** Pierre Laurent est interrogé par PPDA sur Radio classique

**21 juin :** Débat avec Ian Brossat à Pau (64)

**24 juin 16 h :** Débat avec Ian Brossat à Lézan (30) à la fête des Effrontées

**20 juin :** Rassemblement devant Pôle emploi 16, rue du Bois Baron, Belleville-sur-Saône (69)

**20 juin :** Habiter sur un territoire, avec J.-P. Dufrene, député, Maison des associations, Dompierre-sur-Besbre (03)

**21 juin :** Fête de la musique. Fédération du Val-de-Marne, rue Marat, Ivry-sur-Seine (94)

### 22 JUIN : JOURNÉE D'ACTIONS POUR LES HÔPITAUX ET LES EHPAD

**23 juin :** Fête de l'Huma 63, Cournon-d'Auvergne

**23 juin :** Débat *Pollution, l'eau bien commun*, salle des fêtes de Corn (46)

**23 juin :** Fête de la St-Jean, place des Fêtes, Paris 19<sup>e</sup>

**24 juin :** Pique-nique citoyen, Parc Jacques-Duclos, Le Blanc-Mesnil (93)

### SOUSCRIPTION

Je verse : ..... €

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

Ville : .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien

75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

**INVITATION**

**1<sup>ER</sup> RENDEZ-VOUS NATIONAL DE PAIEMENT DES BONS DE SOUTIEN\* ET DE MOBILISATION POUR LA FÊTE DE L'HUMANITÉ**

**Jeudi 28 juin à partir de 18h**  
2 place du Colonel Fabien

Avec **Patrick Le Hyaric**, Directeur de l'Humanité et Député au Parlement Européen, **Pierre Laurent**, Secrétaire National du Parti Communiste Français et des cheminots en lutte.

\*Donnant accès à la Fête pendant les 3 jours au prix de 26 euros



**La Fête de l'Humanité**  
14 - 15 - 16 SEPTEMBRE 2018  
Maison Départementale Georges Vallbon - LA COURNEUVE



# Jeunes communistes Révisions solidaires

Une majorité de gens sait que l'égalité des chances est une grande supercherie. Les années passent et les facteurs géographiques et socio-économiques continuent de conditionner nos choix de parcours, nos chances de réussite et désormais, par la même occasion, notre accès ou non à l'enseignement supérieur. Son existence présumée ne sert uniquement que de tremplin aux postures les plus libérales, preuve en est la série de réformes portées par Emmanuel Macron afin de transformer la nature de notre paysage éducatif. Depuis, nous pouvons assister à une incroyable appropriation sémantique de la notion de justice sociale par la classe dirigeante : puisque nous aurions toutes et tous les mêmes chances de réussite, il serait légitime de récompenser les plus méritants. Eux auront droit à de meilleures filières, classes préparatoires ou écoles... C'est ainsi que le grand tri social s'opère. Dans les Hauts-de-Seine comme dans beaucoup d'autres départements, les

jeunes communistes investissent le terrain pour aller à contre-courant de cette idéologie. Dans des villes comme Malakoff, Colombes ou Nanterre, nous sommes allés à la rencontre des lycéens, d'une part pour les inviter à se mobiliser à nos côtés puis, d'autre part, pour leur proposer des séances de révisions solidaires du baccalauréat. Une initiative bienvenue puisque les Hauts-de-Seine est peut-être le département le plus riche de France mais il est aussi le plus inégalitaire. Ainsi, on estime que dans le 92, près d'un Alto-Séquanais sur huit vit sous le seuil de pauvreté. D'un lycée à un autre, on observe également des taux de réussites au bac très disparates, avec bien-sûr un fossé entre lycées généraux et lycées technologiques.

## Inscrire notre idéologie dans le réel

Et comme souvent pour dépasser les problèmes d'inégalités, la meilleure réponse est collective. C'est donc avec des étudiant.e.s et des professeurs bénévoles que nous avons pu encadrer plusieurs séances de révisions et rencontrer près d'une trentaine de lycéens différents ces dernières semaines. Avec le PCF 92 et des élus combattifs comme Elsa Faucillon et Pierre Quzoulias, nous continuons par ailleurs à rester mobili-

sés pour trouver les meilleures issues possibles aux nombreux futurs bacheliers n'ayant toujours pas d'affectation dans le supérieur. Il y a une volonté chez les jeunes communistes, confortée lors de notre dernière assemblée générale des animateurs du Mouvement, de promouvoir autant que possible, à côté de nos engagements et luttes politiques, des initiatives de solidarité concrète et des formes d'éducation populaire. Depuis, les fêtes de l'Avant-Garde (journal national de notre mouvement) ont également signé leur retour avec comme thème, pour ces nouvelles éditions, la solidarité. Nous pensons en effet que c'est le meilleur moyen d'inscrire notre idéologie dans le réel et de montrer ce qu'il est déjà possible de faire en s'organisant, même à petite échelle. Il faut rassembler dès lors qu'on souhaite nous diviser ; nous sommes persuadés que c'est aussi en montrant, au quotidien, ce que le communisme, le commun, englobe, qu'il sera possible de changer la donne et d'envisager la fin d'un système économique à bout de souffle prônant pour seules valeurs l'individualisme et la compétition. ✪

Sarah Larcelet

## TARBES, débat avec Bernard Friot



## BREST, débat sur le Congrès



## Le LOIRET avec les cheminots



## Salah Hamouri



Déjà 300 jours en captivité (vidéo sur Facebook PCF)

**Alstom—General Electric—SIEMENS**  
Contre un scandale d'état, **AGISSONS!**

**S'INFORMER**  
**DÉBATTRE!**

**VENDREDI 22 JUIN**

Toute la journée à BELFORT, avec le

**SÉNATEUR FABIEN GAY**

du groupe Communiste, Républicain et écologiste, membre de la mission d'information sur Alstom

**12h—15h** Place de l'arsenal

**Rencontre et débat public avec les cheminot.e.s et les salarié.e.s de l'industrie**

**18h** Maison du peuple, salle 10

**Conférence publique**

Sur le rapport du Sénat « Siemens-Alstom : pour un géant du ferroviaire véritablement franco-allemand ».



Congrès

# Un esprit de reconquête

Comment se passe la préparation du congrès (d'Ivry) dans les Bouches-du-Rhône ? Entretien avec Jérémy Bacchi, secrétaire départemental, sur les comptes rendus du CN des 2-3 juin proposant la base commune, sur l'état d'esprit des militants et sur le déroulement des débats.

**Communistes** L'HEURE EST AUX COMPTES RENDUS DU CN DANS LA FÉDÉRATION ?

**JÉRÉMY BACCHI** : Les camarades du Conseil national, et moi le premier, nous tournons dans les sections. Par exemple, j'ai deux AG cette semaine, deux AG la semaine prochaine. Les communistes sont dans l'ensemble très mobilisés sur ce congrès. J'ajoute qu'on avait déjà tenu, ces derniers mois, cinq réunions sur les cinq chantiers (état de la société, stratégie, Europe, combat communiste, organisation), plus les réunions sur les assises de l'écologie, etc. Et ces réunions avaient rassemblé en moyenne plus d'une centaine de participants à chaque fois, ce qui est tout de même plutôt pas mal. Dans l'immense majorité des sections du département, on a eu des déclinaisons locales. Je prends l'exemple de Martigues. Jeudi dernier on a eu dans cette section la restitution grand public des cinq ateliers dont je parlais. Je dis ça pourquoi ? Parce que le secrétaire de section de Martigues m'a indiqué qu'il y avait eu au moins 50 % des participants non membres du Parti à cette restitution. C'est intéressant. Sur des questions comme les services publics, le logement, toutes les questions qui concernent de près ou de loin notre congrès, on a travaillé avec les associations des quartiers, en lien avec les habitants. Et donc la restitution s'est faite grand angle avec tous ceux qui avaient participé à ces réflexions.

**Communistes** QUELLE EST L'AMBIANCE GÉNÉRALE ?

**J. B.** : L'état d'esprit général qui anime les communistes est plutôt positif. Les communistes des Bouches-du-Rhône voient ce congrès comme un congrès qui peut servir de reconquête, c'est le mot. Ils ont à cœur de pouvoir enrichir le projet de base commune qui a été validé lors du dernier CN, pour faire de ce congrès un point d'étape de la reconquête à la fois de nos idées et de notre influence.

**Communistes** QUELS SONT LES SUJETS DÉBATTUS ?

**J. B.** : Jusqu'à présent on poursuit notre travail de réflexion en lien avec les réalités locales. Sur notre territoire on a des enjeux autour de l'emploi, de l'industrie, des services publics. On alimente la réflexion du congrès autour de ces enjeux départementaux. Et on veut aussi faire de ce congrès et de sa préparation une articulation entre moment de réflexion et congrès ancré dans les luttes. Aujourd'hui, nous avons énormément de mouvements sociaux dans les Bouches-du-Rhône, autour des électriciens-gaziers, des cheminots bien évidemment, des services publics, je pense à l'hôpital, aux bureaux de poste, etc. L'expression du PCF, de la fédération dans ces luttes y est prépondérante et c'est aussi une manière pour nous de préparer ce congrès. Je précise que dans cette période de préparation, nous avons une section des communistes cheminots, avec cette volonté de repartir au monde du travail ; nous avons également créé, la semaine dernière, un réseau des communistes de l'énergie, électriciens-gaziers mais aussi salariés de la centrale thermique de Gardanne, etc. Et nous sommes en passe de réaliser soit des sections, soit des réseaux de communistes sur un certain nombre de secteurs clés de notre territoire. On voit bien, donc, notre double articulation : réfléchir à ce que nous voulons pour le congrès et en même temps nous organiser, nous préparer dans l'action sans attendre le mois de novembre.

*Propos recueillis par Gérard Streiff*



## La voie de la paix ne peut être que multilatérale

Ce 12 juin 2018, soit plus de six décennies après la signature de l'armistice mettant fin à la meurtrière guerre de Corée, le président des États-Unis et celui de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) se sont rencontrés. La poignée de main à Singapour entre Kim Jong-un et Donald Trump est donc un événement qui pourra faire date dans l'histoire.

Les engagements répertoriés dans le communiqué commun – la dénucléarisation de la péninsule coréenne, la promotion de « la paix et de la prospérité », l'instauration de « nouvelles relations » entre la RPDC et les États-Unis – n'ont toutefois que la valeur d'une déclaration d'intention pouvant être défaite à tout moment.

Il est un fait : Trump a reconnu la qualité de chef d'État à Kim Jong-un : la réalisation d'un rêve décennal nord-coréen. Sur cette base on peut certes envisager un processus pouvant ouvrir une fenêtre sur un projet pacifique. Il est toutefois des questions essentielles et des faits qui dans les dernières semaines appellent à la vigilance et peuvent être autant d'obstacles sur la voie de la paix.

En effet, des doutes émergent lorsqu'un Président états-unien qui, à peine 24 heures plus tôt, a renié sa signature au bas d'une déclaration commune avec les six autres pays du G7. [...]

15/06/2018 - PCF

## PLANÈTE

Migrants

# Il est temps d'en finir avec la surenchère sécuritaire



**A** lors qu'en Europe les forces de la droite la plus extrême se renforcent, Matteo Salvini, leader d'extrême droite de la Ligue et ministre de l'Intérieur italien, vient de bloquer des ports italiens aux migrants ; l'Aquarius en étant le premier exemple. Cela a provoqué indignation et stupéfaction parmi les ONG et les forces de progrès, mais une indifférence notoire parmi les gouvernants de l'UE, à commencer par la France. A contrario, le choix du nouveau gouvernement espagnol témoigne des possibilités d'imposer des critères d'humanité et de solidarité dans la gestion par les États de ce qu'il est convenu d'appeler la crise migratoire.

L'Aquarius met en lumière les conséquences des politiques désastreuses d'un capitalisme source de guerres et de conflits, où les migrants en sont les principales victimes. Près de 15 000 migrants ont péri en Méditerranée en trois ans (selon SOS Méditerranée). Sous l'égide ou avec le consentement des gouvernements de l'UE, l'on assiste à un véritable crime contre l'humanité, commis en violation des règles du droit international et du droit maritime.

Depuis la première crise migratoire en 2015, les politiques de l'Union tendent à consolider une « forteresse Europe » avec le traçage de deux types de frontières : l'une à l'extérieur de l'UE (murs, barbelés, centres de rétention, militarisation des opérations en mer, politiques sécuritaires accrues et pressions sur les pays de transit), l'autre au sein même de l'UE pour empêcher les migrants pénétrant dans l'espace européen de pouvoir y être accueillis dignement et avoir la possibilité de reconstruire leur existence.

Les accords de Schengen et les règlements de Dublin (qui font

peser tout le poids de l'accueil sur les pays d'entrée) sont mis à rude épreuve.

Le Conseil européen des 28 et 29 juin prochains, à la veille du début de la présidence tournante de l'UE par l'Autriche, va se tenir dans un contexte politique extrêmement tendu, avec au cœur les questions migratoires et le risque de surenchère sécuritaire.

Après avoir dénoncé le « cynisme et l'irresponsabilité » du gouvernement italien, Macron a reçu le Premier ministre italien

### "Imposer des critères d'humanité et de solidarité"

Conte dans la perspective d'un accord pour une solution intégrée à la question migratoire. Tout démontre qu'il sera difficile de trouver un accord unanime au Conseil européen : l'idée de relocaliser les titulaires du droit d'asile (les répartir entre tous les États européens) va se heurter à l'offensive des forces de la droite extrême, sans qu'il n'y ait vraiment de résistance. Rappelons-nous que la France, par la « loi asile immigration » de mai 2018 – que le PCF a caractérisé de projet « indigne de la France » –, a réduit les possibilités d'asile, raccourci les délais de recours, renforcé les contrôles en augmentant à terme le nombre d'expulsés et doublé la durée maximale de séjour en rétention dans la perspective de l'expulsion. Loi votée alors qu'elle est à la traîne sur le programme dit de « relocalisation » initié en 2015 par l'Europe pour répartir les demandeurs d'asile entre les États membres de l'Union (25 % de son objectif fixé). Et

ce sur fond de fermeté et de violence policière (dénoncée par OXFAM), que les migrants sont refoulés à ses frontières par la police française (Bardonecchia, Vintimille). Elle donne du grain à moudre à une partie de la droite de plus en plus radicalisée (Vauquiez, Le Pen...).

Alors que la marche des migrants partie de Vintimille en direction de Calais a fait halte à Paris ce dimanche 17 juin avec le soutien de 6 000 manifestants, Marie-Christine Vergiat (députée européenne) et le PCF ont réitéré plusieurs pistes immédiates pouvant être examinées par le Conseil européen : reprendre la proposition sur la réforme du règlement de Dublin visant à créer un mécanisme de solidarité à partir de la situation différente des pays et des personnes – de leur langue, de la présence éventuelle de leur famille dans tel ou tel État. Concernant la sécurité des migrants, il faudrait réorienter les missions de Frontex vers le sauvetage et l'ouverture de voies légales ; permettre aux différents acteurs de la protection des migrants de pouvoir le faire avec un maximum de sécurité.

Nul doute que certains vont faire de la question migratoire le centre de gravité de la campagne des européennes de 2019. C'est pourquoi les communistes français s'emparent déjà du « Manifeste Migrants » qu'ils ont initié comme contrepoison à la bataille idéologique en cours et en termes de propositions mettant l'humain au cœur de la société. ✪

**Laurent Péréa**

membre du Conseil national du PCF  
responsable-adjoint des Relations internationales

# Parcoursup, algorithme et politique

La Chambre sociale de la Cour de cassation vient d'annuler le 12 avril 2018<sup>1</sup>, à la demande de la direction du Crédit mutuel, une délibération du CHSCT de cette banque qui demandait une expertise indépendante sur une application d'intelligence artificielle qui devait être introduite auprès des chargés de clientèle et dont il considérait que sa mise en œuvre avait un impact important sur les conditions de travail des salariés.

Le lundi de Pentecôte, le gouvernement, à grand renfort de communication, a rendu public l'algorithme<sup>2</sup> national de Parcoursup. En cela, il ne faisait qu'enfin respecter la « loi pour une république numérique » de 2016 qui prescrit que sur toute décision administrative individuelle basée sur un algorithme, elle doit expressément communiquer les procédés du traitement et les principales caractéristiques de sa mise en œuvre à toute personne en faisant la requête. Les administrations sont donc dans l'obligation de publier en ligne, dans un format lisible par tous leurs principaux documents, y compris les codes informatiques sources, la nature des données traitées et leurs origines, les paramètres de traitement et leur pondération, et les opérations effectuées<sup>3</sup>. Or que le gouvernement n'a pas respecté la loi jusqu'au bout. Il a refusé de publier les paramètres et l'algorithme « locaux » qui sont en fait le véritable cœur nucléaire de Parcoursup, car c'est à partir d'eux que les universités sélectionnent leurs futurs étudiants. Le gouvernement, pour justifier son viol de la loi, se retranche derrière le secret des délibérations alors qu'un algorithme est tout sauf délibératif. En effet, la délibération est le propre d'un collectif humain ; or un algorithme n'est pas un collectif et il ne prend ses décisions qu'à partir de règles préétablies ou d'un apprentissage pour l'intelligence artificielle. Il y a donc fort à parier que la censure par le gouvernement des algorithmes et paramètres « locaux » sera attaquée à juste raison en justice. La vérité est que derrière un paravent du mythe de la neutralité de la technologie, Parcoursup systématise et automatise une ségrégation territoriale au détriment des lycéennes et lycéens de banlieue.

## Au nom du secret des affaires

Aux États-Unis, le logiciel Compas « assiste » les juges pour décider de l'incarcération des suspects avant leur procès et pour évaluer leur risque récidive. Ce logiciel a été réalisé par une société privée qui au nom du secret des affaires refuse de rendre accessible son code source à qui que ce soit. Or une enquête menée par quatre journalistes d'investigation sur le parcours de plus de dix mille prisonniers a montré que la conception du logiciel était affectée d'un fort biais raciste : Les Noirs étaient systématiquement désignés comme potentiels récidivistes, car l'un des critères décisifs conditionnant le fonctionnement de l'algorithme était la couleur de peau<sup>4</sup>. Ces trois exemples, qui sont loin d'être uniques, montrent que le refus de l'opacité des systèmes informatiques, la demande d'auditabilité des algorithmes, pour en particulier ceux qui ont recours aux techniques d'intelligence artificielle, deviennent un enjeu de lutte sociale et politique. C'est pourquoi, alors que les entreprises se retranchent de plus en plus, derrière les législations préservant le « secret des affaires » ou « la propriété intellectuelle », il est nécessaire de mener la bataille pour que les recommandations énoncées dans le rapport de la CNIL : « Comment permettre à l'homme de garder la main ? Les enjeux éthiques des algorithmes et de l'intelligence artificielle<sup>5</sup> » aient un débouché législatif. Ce qui donnerait les moyens légaux aux salariés sur les lieux de travail et aux citoyens dans la cité de reprendre le pouvoir sur des choix économiques, sociaux, et politiques qui sont camouflés derrière des choix technologiques.

Il y a aussi besoin, par la loi, d'étendre le champ du compte pénibilité au domaine du numérique et de donner les moyens d'agir aux syndicats sur des situations nouvelles de travail dû à la numérisation des entreprises : obéissance exclusive aux instructions d'une machine, impossibilité de discuter avec ses collègues sans passer par une interface machine... Car ce sont les salariés qui sont les plus à même d'apprécier ce que doit être leur travail et comment il doit être organisé. L'enjeu étant de savoir si on asservit le salarié au numérique et à la recherche à tout prix du profit maximum – c'est-à-dire le « waltstreet management » via le numérique –, ou si on travaille au contraire la complémentarité humain-machine dans le sens d'un travail émancipateur.

Derrière l'idée de l'État plateforme en vogue à Bercy et dans

nombre de milieux libéraux, se cache un cercle vicieux : baisse des dépenses publiques hors remboursement de la dette, baisse des effectifs statutaires et recourt à l'externalisation, baisse de la qualité du service rendu, automatisation effectuée sans ou contre les agents, échec technologique comme le logiciel de paie Louvois dans les armées ou exclusion de nombreux ayants droit qui n'arrivent plus à faire valoir leur droit. C'est pourquoi toute numérisation d'un service public devrait impliquer en regard les moyens humains de médiation afin de permettre à chacun de faire valoir ses droits.

Il n'y a pas de neutralité ou d'impartialité de l'algorithme car le comportement de celui-ci est dicté par la conception que leurs créateurs ont du monde et les objectifs qu'ils poursuivent. Par exemple, on ne fait pas le même logiciel, on n'apprend pas à une intelligence artificielle de la même manière si l'objectif est de réduire les dépenses publiques ou si on recherche plus de justice sociale et un meilleur accès à ses droits pour toutes et tous.

Face à la mutation anthropologique que représente la révolution numérique et l'intelligence artificielle, il y a nécessité d'ouvrir le débat politique sur la place de l'automatisation dans les décisions humaines. L'intelligence humaine est faillible, sujette à la fatigue, à l'inattention, affectée de biais cognitifs et de névroses. Les intelligences artificielles sont limitées, dépendantes de la qualité et des hypothèses qui fondent leurs apprentissages. Elles sont dépourvues de sens commun et de réelles capacités créatives<sup>6</sup>. C'est pourquoi la question n'est pas de substituer l'intelligence artificielle à l'intelligence humaine, ni d'asservir l'humain aux choix préconisés par l'intelligence artificielle, mais au contraire de travailler à un couple vertueux entre les deux intelligences. Mais cela suppose de changer radicalement les modes de production, y compris dans leur dimension institutionnelle et culturelle. ✪

Yann Le Pollotec

1. <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A12561>
2. Un algorithme est une suite finie et non ambiguë d'opérations ou d'instructions permettant de résoudre un problème ou d'obtenir un résultat. Une recette de cuisine est un algorithme. Un programme informatique exécute un algorithme.
3. Article R. 311-3-1-2 du Code des relations entre le public et l'administration.
4. L'Empire des données, d'Adrien Basdevant et Jean-Pierre Mignard, aux éditions Don Quichotte, page 98.
5. [https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil\\_rapport\\_garder\\_la\\_main\\_web.pdf](https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil_rapport_garder_la_main_web.pdf)
6. Au sens création originale et non de recombinaison de choses faites.

# Ceinture

Les salaires des apparatchiks de la Cour des comptes ont augmenté de 4 % en 2017. Merci Macron ! C'est ce qui ressort d'un audit parlementaire sur lequel les médias, si prompts à relayer le moindre chuchotis de l'institution, ont été d'une exemplaire discrétion. Mais que fait le président Migaud ? Le socialiste Didier Migaud, en effet, patron du Palais Cambon (tout de même 700 magistrats ou assimilés et 80 millions de budget hors pensions) est pourtant, on le sait, un obsédé de la rigueur, un ayatollah de l'austérité, un intégriste de l'ascétisme. Serait-il le roi de la ceinture... pour les autres. On attend avec impatience son verdict. Car enfin, quand on y pense, c'est dingue le pognon qu'on verse dans cette Cour des comptes, comme dit si bien l'autre. ✪

Gérard Streiff



Tous concernés  
L'HÔPITAL PUBLIC  
Notre bien commun  
2018

## Parlementaires communistes TOUR DE FRANCE DES HÔPITAUX 25 juin : CH de Lorient

## DOUCHY-LES-MINES

La rencontre, dans le cadre de la préparation de la convention du PCF Art-culture-éducation populaire, se tiendra le 29 et 30 juin.

# Fêtes fédérales

## Drôme



Du 22 au 24 juin  
23-24 juin  
23 juin  
29 et 30 juin  
30 juin et 1<sup>er</sup> juillet

Fête de Lézan (30)  
Fête Offensive PCF 13  
Fête de l'Huma 63  
Fête du Travailleur Catalan (66)  
Fête du Château (06)

29 et 30 juin-1<sup>er</sup> juillet  
Fête du Travailleur Alpin (38)  
Fête de l'Humanité Sologne (41)

## Tarn-et-Garonne



30 juin-1<sup>er</sup> juillet

Fête de section  
Sainte-Anne-Saint Priest (87)

7 et 8 juillet

Fête de la Corrèze (19)  
Fête des Pins à Tarnos (40)  
Fête PCF Aude à Cousan (11)